

Cette cogestion respectueuse de l'autorité doit permettre en éduquant les travailleurs de mettre fin à la propriété privée au terme de la phase d'organisation.

Le plan

La Clé de voûte de l'ensemble de ce système économique reste le problème de la planification.

Boumazza l'a définie comme devant être « démocratique » et « impérative ».

— **Démocratique**, elle devra permettre aux travailleurs d'être les inspirateurs et les contrôleurs du plan.

Cela signifie :

« — explication du plan et de la politique économique aux masses ;

— présence de leurs représentants dans les institutions économiques et financières.

Pour cela nous créons une procédure d'élaboration du plan qui assure un va et vient entre les groupes d'unité de production et les services.

— **Impérative**, elle évitera d'une part l'anarchie involontaire liée au manque d'expérience, de cadres, de moyens matériels du secteur socialiste, surtout elle s'opposera à l'anarchie « volontaire » de la production capitaliste livrée à elle-même et aux seules lois de son profit.

« Aux entreprises la planification devra imposer des modifications à l'égard de la main-d'œuvre, de l'objet de la production, du choix des débouchés, de l'emploi des bénéfices. »

Il reste dans ce domaine beaucoup à faire car si l'idée de la planification est acquise elle n'existe pas encore.

Des éléments aussi importants que la création d'une banque nationale pour l'agriculture et pour l'industrie qui permettrait une vaste politique d'investissement, donc une orientation souple de l'économie, sont encore à l'état de projet.

Le monopole du commerce extérieur, autre élément fondamental de la planification de l'économie, est encore embryonnaire sous la forme de l'O.N.A. C.O. (Office national algérien de la commercialisation).

En fait, si des retards d'une telle importance subsistent, ce n'est pas seulement pour des raisons techniques et encore moins par un manque de compréhension de l'importance de ces éléments ; c'est avant tout parce que cette politique économique est l'enjeu d'une extraordinaire lutte de classes.

L'alle la plus avancée de la révolution algérienne, représentée par l'équipe réunie autour de Ben Bella, trouve constamment sur sa route une droite hétérogène qui, jusqu'à présent, a toujours subi défaite sur défaite mais qui, grâce à ses appuis dans l'appareil bureaucratique, trouve cependant des forces suffisantes pour gêner et retarder le développement révolutionnaire de l'Algérie.

Sans la compréhension claire de l'importance de cette lutte sur laquelle nous apportons par ailleurs quelques précisions, il est impossible de comprendre l'évolution de la situation en Algérie.

En dernière analyse, l'issue de cette lutte passe par la capacité de l'aile gauche ben belliste de créer un parti révolutionnaire en Algérie.

Peut-être le futur F.L.N., né du prochain congrès, ne sera-t-il pas encore le véritable « parti socialiste révolutionnaire », dont l'ensemble des militants est profondément lié aux masses car ce temps est court pour redresser certaines erreurs du passé. Mais déjà, si de ses travaux se dégageait une idéologie et des objectifs clairement exprimés, il pourrait, pour toute une période d'organisation, s'appuyer efficacement sur les syndicats et devenir le parti dont l'Algérie socialiste a besoin.

A. LUISANT

LUTTE DE CLASSE EN ALGÉRIE

La désagrégation de la rébellion en Kabylie et l'arrêt des hostilités algéro-marocaines pourraient faire croire que nous sommes entrés dans une assez longue période de stabilisation de la lutte pour le pouvoir en Algérie.

Il nous paraît, au contraire, que l'approche du congrès du F.L.N. et l'application des nouvelles décisions économiques vont montrer que la lutte de classe n'est pas terminée et que l'impérialisme n'a pas renoncé à entraver la marche de l'Algérie vers le Socialisme.

Les forces en présence

LA DROITE

La grande bourgeoisie est, certes, numériquement très faible en Algérie, son développement ayant été limité par la population européenne. Mais il serait imprudent de sous estimer le poids politique, culturel et économique de nombreux éléments petits bourgeois algériens qui ont conclu une alliance de fait avec l'impérialisme.

Leur politique a été clairement exprimé par Ait Ahmed dont le programme pourrait être : « Pour une Algérie indépendante, démocratique et bourgeoise ».

● « L'Algérie doit être politiquement indépendante de la France, mais les accords d'Evian doivent être respectés dans leur esprit et dans leur lettre. D'abord parce que ces accords sont bons, ensuite parce que la parole donnée est une chose sacrée... »

(Déclarations à « Candide ».)

● « Il n'est pas question de porter atteinte à la sécurité des ressortissants étrangers ou de leurs biens... A partir du moment où le gouvernement français respecte le désir de reconstruire le pays suivant ses propres principes, il n'y a pas de problèmes avec la France. Il s'agit de substituer à la diplomatie de place publique celle plus sereine et plus fructueuse d'un contact permanent comportant une confrontation audacieuse des deux points de vue en dehors de toute démagogie... »

(« L'Information », 3-10.)

● « L'Algérie doit faire sa révolution, mais les nationalisations prévues par les accords d'Evian doivent être le résultat de négociations franches. Il faut en finir avec les actes unilatéraux du régime actuel dont, entre parenthèses, les nationalisations ne sont que des spoliations. »

(Déclarations à « Candide ».)

LA BUREAUCRATIE

Nous savions par expérience que dans un pays où la colonisation a laissé 88 % des habitants analphabètes et où, alors que les cadres y étaient déjà insuffisants, 80 % d'entre eux ont quitté le pays au lendemain de l'indépendance, le phénomène bureaucratique fleurirait très vite. Et la presse algérienne elle-même a, ces dernières semaines, souligné le grave danger que constitue la bureaucratie en formation dans les appareils de l'administration, de l'économie et du pouvoir en général.

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, une couche sociale nouvelle à mentalité bourgeoise s'est constituée au sein de l'appareil d'Etat. C'est cette couche qui pour les besoins de ses intérêts, tend volontairement à confondre le pouvoir politique et l'administration. C'est elle aussi qui pousse à la fusion de l'appareil d'Etat et du Parti pour se mettre au-dessus des masses populaires. C'est elle enfin qui, devant n'importe quel problème essentiel met les militants et les partisans du socialisme devant ce dilemme : « Se taire ou être accusé d'action antigouvernementale. »

Par le fait de sa position dans la machine de l'Etat et de l'économie, la bureaucratie peut s'avérer plus dangereuse pour notre évolution vers le socialisme que n'importe quelle autre force sociale dans le pays. C'est à travers elle que se transmet, à l'heure actuelle aussi bien

l'influence de l'impérialisme que de la bourgeoisie. (Mohamed Harbi dans « Révolution Africaine » du 21-12)

Dix-huit mois après l'indépendance, l'Algérie ne s'est encore dégagée ni des hypothèques contractées par le F.L.N. au niveau de sa direction ni des forces opportunistes charriées au cours de la crise de l'été 1962. D'où les contradictions entre les options sans équivoque telles qu'exprimées par le Secrétaire général du Parti et l'application de ces options par des appareils mûs par des idéologies et des aspirations sinon contraires, du moins différentes.

Déjà dangereuses pour des pays fortement développés et structurés, les contradictions entre les options et les appareils chargés de l'application de ces options sont, pour un pays jeune et dont les structures se cherchent encore, paralysantes. Dans de telles conditions, le politique perd ses droits et la politique devient un enjeu possible pour des forces locales ou étrangères incontrôlées et incontrôlables.

Aucun domaine n'échappe alors à la paralysie. Ni le politique ni l'économique, ni, à plus forte raison, le diplomatique. De sujet, on devient objet et le pays cesse d'avoir une politique pour devenir le théâtre de diverses politiques.

(Mohamed Harbi dans « Révolution Africaine » du 28-12)

LA GAUCHE

Elle regroupe l'immense majorité des paysans et des ouvriers algériens et s'est déjà exprimée publiquement et d'une façon très claire au Congrès des Paysans, à la fois contre la bourgeoisie et contre la bureaucratie.

Cette gauche est notamment personnifiée par Ben Bella dont bien des déclarations et des décisions montrent clairement la volonté de construire un socialisme au service des masses en s'appuyant sur le principe de l'autogestion.

Il y a dans la pensée de ce leader une progression qui ne peut manquer de faire penser au chemin parcouru par Fidel Castro.

Une des dernières déclarations de Ben Bella à la radio Finlandaise se passe de tout commentaire.

« — Monsieur le président, vous parlez souvent du « socialisme algérien ». Quelles sont les particularités de ce socialisme que vous qualifiez d'algérien, et de quelle façon diffère-t-il du socialisme marxiste ? »

— Le socialisme algérien est exactement le socialisme marxiste dans son analyse économique. Mais il est fondamentalement différent dans son analyse théorique, concernant la théorie matérialiste. Ici, nous sommes des Arabes et nous sommes des Musulmans. Nous croyons. Et c'est en cela essentiellement que notre socialisme diffère des autres socialismes. »

La lutte qui se prépare

Le soutien essentiel de l'opposition à Ben Bella est, évidemment, l'impérialisme, avant tout autre, l'impérialisme français mais aussi étranger comme le révèle un commentateur aussi bien informé que David Rousset :

« Certains affirment, par exemple, qu'une grande firme automobile allemande joue aujourd'hui un rôle singulier dans les affaires intérieures algériennes, de sorte que l'on voit curieusement cohabiter les anciens nazis qui y sont nombreux, non seulement avec Boussouf, mais avec un leader bien connu pour ses opinions d'extrême gauche. »

(« Figaro Littéraire ».)

Et c'est à ce même David Rousset que nous demanderons quelle est la stratégie et quelles sont les perspectives de lutte de cette opposition curieusement regroupée.

« Quelle est donc, dans ces conditions, la stratégie que paraissent avoir choisie ceux-ci ? Au sommet, ils ont opéré un regroupement et semblent s'être accordés pour reconnaître comme leader Ferhat Abbas. L'alliance est, de toute évidence, contre nature. Rien ne rapproche, en effet, des hommes comme Ait Ahmed, Khider et Ferhat Abbas, sinon leur hostilité fondamentale à Ben Bella. Mais le choix de Ferhat Abbas est dans la logique de l'efficacité puisque la moyenne bourgeoisie constitue, comme nous l'avons dit plus haut, la force de frappe ou le fer de lance, au choix, de l'opposition. »

« Il semble qu'après l'échec récent d'Ait Ahmed l'opposition ait reconnu l'impossibilité de rouvrir la guerre civile. Toutefois, beaucoup d'indices montrent que certains de ses membres envisagent de s'emparer du pouvoir par un coup de main armé. »

Dans cette voie, un effort d'organisation est indéniable. Plusieurs des représentants de l'opposition recherchent actuellement des moyens financiers à l'étranger, et notamment en France.

Ces dernières semaines, des postes émetteurs ont été achetés et introduits en Algérie.

On assure également que, pour une part, les achats d'armes récemment conclus en France par le Maroc sont, en fait, destinés à l'opposition algérienne. Et qu'une partie de ces armes arrivées à Madrid sont détournées sur Barcelone et, là, disparaissent dans la nuit.

Enfin, il apparaît que certains extrémistes s'occupent sérieusement à préparer un attentat contre la personne du président Ben Bella. »

David Rousset et le « Figaro Littéraire » concluent par un appel pathétique à Khider et Ferhat Abbas pour qu'ils ne s'engagent pas dans la voie de l'aventure.

Face à cette inquiétude de la bourgeoisie, nous devons nous appeler à la vigilance révolutionnaire : La Révolution Socialiste algérienne est en marche, l'impérialisme et ses alliés feront tout pour la détruire. A nous de la défendre.

HÉSITATIONS CHINOISES

A l'occasion de la visite de Chou En Lai en Algérie, il faut à nouveau saluer le prêt accordé à cette dernière par la Chine. Dans les conditions économiques encore très dures que connaît la Chine cette somme de 250 milliards d'anciens francs représentent un effort important.

Mais il est regrettable que les Chinois restent timorés dans leur appréciation de la révolution algérienne. Ainsi Chou En Lai déclare :

« Afin de liquider les forces colonialistes et d'appliquer les réformes sociales, le gouvernement algérien a nationalisé, toutes les terres occupées par les colonialistes et proclamé la poursuite de la mise en application de la réforme agraire. »

« Par ailleurs il a pris en charge un grand nombre d'entreprises colonialistes... »

Ou encore :

« Chers amis et frères algériens !

« Soyez sûrs que le peuple chinois restera toujours uni avec le peuple algérien et qu'il ira de l'avant la main dans la main avec lui dans la cause commune de la sauvegarde de l'indépendance nationale, du renforcement de la solidarité afro-asiatique, de la lutte anti-impérialiste et de la défense de la paix mondiale. »

« Vive le vaillant peuple algérien. »

« Vive la République algérienne démocratique et populaire ! »

« Vive le Front de libération nationale ayant à sa tête le président Ben Bella ! »

« Vive l'amitié de combat entre les peuples chinois et algérien ! »

« Vive la victoire de la grande lutte unie des peuples du monde contre l'impérialisme ! »

« Vive la paix mondiale ! »

Mais à aucun moment il n'évoque dans ces déclarations l'orientation socialiste de l'Algérie.

Comment expliquer semblable incompréhension de ceux qui se proclament les champions de la révolution coloniale. Sans doute par une incompréhension plus générale dans leurs positions de la notion de transition. Mais aussi par leur opposition aux comités de gestion yougoslaves.

« Les thèmes d'autogestion ouvrière et d'usines aux ouvriers sont diamétralement à l'opposé des principes fondamentaux du marxisme et du socialisme. Elles ont été entièrement réfutées il y a longtemps par les auteurs classiques. »

« Il ressort de tout ceci que l'auto-gestion ouvrière n'a rien à voir avec le socialisme » (la Yougoslavie est-elle un état socialiste).

Dès lors que précisément les comités de gestion sont pour les Algériens la réalisation capitale pour leurs perspectives socialistes, y compris la sélection d'un parti socialiste révolutionnaire, la réserve chinoise s'explique. Mais si l'expérience algérienne ne parvient pas à convaincre la direction chinoise de tourner dans son appréciation et d'abandonner le schéma rigide qu'elle se fait de la révolution coloniale on peut craindre qu'elle se trouve également désorientée devant les formes originales qui surgiront presqu'immanquablement dans chaque étape de cette révolution.